


| | |
|---|--|
|  | <p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> |
| <p>Ministère chargé de l'urbanisme</p> | <p align="center">Articles R104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme Formulaire conforme à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 26 avril 2022</p> |

ANNEXE 3

Auto-évaluation – Note détaillée (rubrique 6)

L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation - c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

1/ RAPPEL PRÉLIMINAIRE :

L'article R.104-34 du code de l'urbanisme énonce que le dossier de saisine de l'autorité environnementale comprend un exposé démontrant l'absence d'incidences sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée.

L'auto-évaluation s'articule ainsi autour d'une réflexion en trois temps :

- La procédure projetée a-t-elle une incidence sur la thématique considérée ?
- Cette incidence est-elle notable sur la thématique considérée ?
- La somme des incidences sur l'ensemble des thématiques caractérise-t-elle une incidence notable ?

Pour chaque thématique considérée, il convient de prendre en compte les incidences induites par la procédure en cours et d'apprécier, le cas échéant, les incidences cumulées.

L'auto-évaluation doit également comprendre un questionnaire propre à la législation relative aux sites Natura 2000.

2/ AUTO-ÉVALUATION DU PROJET DE MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE VAUX :

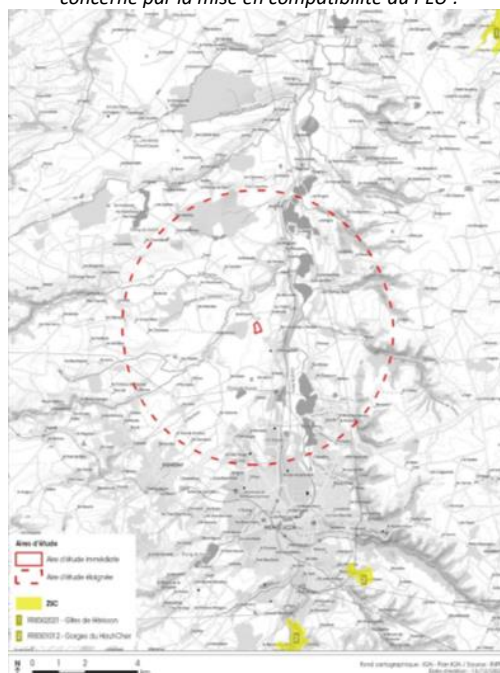
❖ La procédure est-elle susceptible d'affecter significativement un site Natura 2000 ?

Le site du projet n'est pas concerné par la présence de site Natura 2000 à proximité. En effet, les sites Natura 2000 les plus proches sont à plus de 10 km de la zone concernée par l'évolution du document d'urbanisme (ZSC « Gîtes du Hérisson » et « Gorges du Haut Cher »).

Compte tenu de l'éloignement à ces sites Natura 2000, le secteur du projet ne montre a priori pas d'interaction directe avec les éléments supports de la biodiversité mis en évidence par ces zonages

De ce fait, l'évolution envisagée du PLU au titre de la présente mise en compatibilité ne présente pas d'incidence directe et/ou indirecte pouvant remettre en cause l'intégrité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Plans de localisation des sites Natura 2000 par rapport au site concerné par la mise en compatibilité du PLU :





> Par conséquent, le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux consistant en un passage d'une zone A à une zone N, via la création d'un secteur Npv au lieu-dit « Enchaume », en vue de permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque, n'est pas susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000

❖ La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

Milieux et habitats

Quatre espèces végétales patrimoniales ont été recensées sur le territoire de la Commune de Vaux par l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) et par le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien. Il s'agit des espèces suivantes : l'Hydrocharide morsure-des-grenouilles, l'Isolépide flottante, la Pulcaire commune et la Vallisnérie spiralée.

Compte tenu de ces données, une attention particulière a été portée lors des investigations de terrain réalisées.

Le site du projet est caractérisé par une majorité de milieux ouverts (faciès prairiaux à vocation de pâturage, zones rudérales et griches herbacées), ainsi qu'un maillage de haies arbustives et arborées. Une dynamique de fermeture des milieux se distingue au moyen de la colonisation par les ligneux des franges du parcellaire ainsi que des milieux ouverts. Enfin, deux mares sont également situées au sein de l'emprise du projet ; elles étaient à sec au moment des investigations.

Les milieux identifiés au sein de l'aire d'étude présentent du point de vue patrimonial un enjeu très faible à faible (riches herbacées et prairies mésophiles, fourrés), à faible à modéré (arbres isolés, haies arbustives et arborées). Ainsi, de manière globale, **l'enjeu relatif aux milieux naturels et semi-naturels sur le site du projet est qualifié de très faible à modéré.**

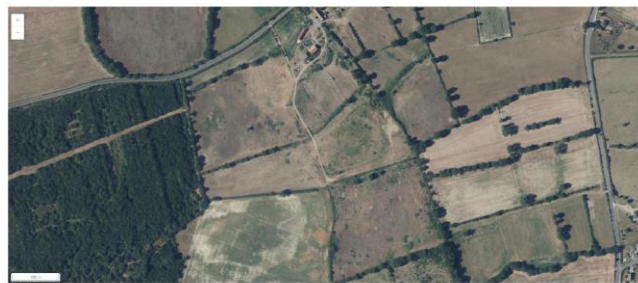
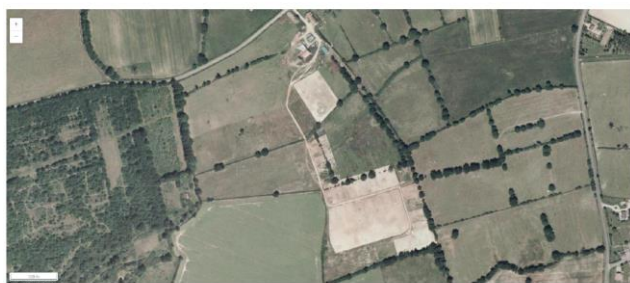


THEMA Environnement

Par ailleurs, une analyse diachronique a été réalisée afin d'appréhender l'évolution des usages sur le site au fil des années, entre 1950 et 2022. Il a ainsi été constaté que depuis 1950, le site du projet avait subi de profondes évolutions.

La première, visible à partir du début des années 2000, concerne principalement la partie Sud du site sur laquelle il semble que l'élevage de porcs en plein air ait fortement influencé le couvert végétal, très peu présent. La seconde évolution, visible à compter de la fin des années 2000-début 2010, montre la poursuite de l'élevage de porcs sur la partie Sud du site, et ce qui s'apparente vraisemblablement à un remblaiement en partie Nord.

Les composantes végétales occupant aujourd'hui les milieux ouverts des deux principales parcelles du site témoignent de ces usages et évolutions passés.



Flore

Les relevés floristiques réalisés au sein de l'aire d'étude ont mis en évidence un total de 89 espèces végétales. En l'état actuel des inventaires, les espèces relevées sur les différents milieux sont, en grande majorité, communes à très communes en France et dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes, et ne présentent pas d'enjeu floristique notable. Toutes les espèces identifiées sont classées « LC - Préoccupation mineure ».

Aucune espèce végétale protégée n'a été identifiée sur le site.

En revanche, 5 espèces végétales exotiques envahissantes ont été détectées : ailante glanduleux, ambroisie à feuilles d'armoise, renouée du Japon, robinier faux-acacia et séneçon du Cap. **Un objectif de non-dissémination est préconisé pour la mise en œuvre du projet.**

Faune

L'inventaire faunistique a mis en évidence l'ensemble des groupes terrestres : amphibiens, reptiles, oiseaux, mammifères, insectes.

- Invertébrés :

17 espèces ont ainsi été contactées, dont 3 orthoptères, 2 odonates et 9 lépidoptères, et une espèce protégée au niveau national et déterminante de ZNIEFF : le Grand Capricorne. Ce dernier exploite les arbres et bocages situés sur le site et aux alentours, pour la réalisation de son cycle biologique complet. Toutefois, l'enjeu de conservation est qualifié de faible.

Les autres espèces contactées sont considérées communes à très communes en France et dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes, et impliquent un enjeu très faible. Il est relevé cependant la présence potentielle d'espèces d'odonates déterminantes de ZNIEFF ou disposant d'un enjeu de conservation défavorable, tels que l'Agrion Mignon ou le Leste Fiancé, au sein des mares (sites de reproduction potentiels).

Le niveau d'enjeu au titre des invertébrés est qualifié de très faible à faible sur le site du projet.

- Amphibiens :

Aucune espèce d'amphibien n'a été contactée sur le site, compte tenu de la période d'investigation tardive et de l'absence de milieux aquatiques en eau. Cependant, il est probable que certaines espèces (rainette verte, grenouille agile, grenouille verte/rieuse, triton palmé) soient susceptibles d'exploiter les mares présentes au sein du périmètre en période de reproduction et d'hiverner au sein des milieux bocagers situés à proximité.

Le potentiel de reproduction de ces espèces sur le site est non négligeable en tant qu'enjeu potentiel.

Le niveau d'enjeu au titre des amphibiens est qualifié de très faible à modéré.

- Reptiles :

Une espèce de reptile, disposant d'un enjeu de conservation défavorable, a été contactée sur le site : le lézard des murailles.

Le niveau d'enjeu au titre des reptiles est qualifié de très faible.

- Oiseaux :

Les investigations réalisées ont permis d'identifier 27 espèces au niveau de l'aire d'étude rapprochée ; Parmi elles, 19 sont protégées à l'échelle nationale et 17 sont des espèces nicheuses possibles, probables ou certaines au sein du périmètre.

Les milieux semi-ouverts constituent des habitats de reproduction potentiels pour plusieurs espèces, dont deux espèces disposant d'un statut de conservation modéré (Chardonneret élégant et Linotte mélodieuse) et deux disposant d'un statut de conservation faible (Alouette lulu et Tarier pâtre). Les milieux ouverts constituent quant à eux des habitats de reproduction potentiels pour une espèce bénéficiant d'un statut de conservation défavorable jugé faible (Alouette des champs).

Les enjeux se concentrent ainsi principalement au niveau des milieux ouverts (enjeu faible) et semi-ouverts (enjeu modéré).

Le niveau d'enjeu au titre des oiseaux est qualifié de très faible à modéré.

- Mammifères (hors chiroptères) :

4 espèces ont été contactées au niveau du site d'étude, dont une espèce disposant d'un enjeu de conservation défavorable en France : le Lapin de Garenne, susceptible d'exploiter les milieux semi-ouverts pour la reproduction et les milieux ouverts pour l'alimentation.

Par ailleurs, au regard des habitats présents, le Hérisson d'Europe est également susceptible d'exploiter le site pour son cycle biologique.

Le niveau d'enjeu au titre des mammifères est qualifié de très faible à faible.

> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'est pas susceptible d'entraîner des incidences significatives sur les milieux naturels et la biodiversité. En revanche, les enjeux modérés relevés en raison de la présence de haies, de friches herbacées et de fourrés sur le site, ont conduit le maître d'ouvrage à adapter son projet, dans une démarche d'évitement des impacts sur l'environnement.**

❖ La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux consiste en la réduction de la zone A au lieu-dit « Enchaume », sur une superficie de 6,4 hectares, en vue de reclasser cette emprise en zone Naturelle via la création d'un secteur « Npv », destiné à autoriser l'implantation du projet de parc photovoltaïque envisagé. De ce point de vue, le projet de mise en compatibilité entraîne la réduction de la zone A du PLU à proprement parler.

Néanmoins, bien que située en zone A, **la parcelle destinée à l'implantation du projet ne fait plus l'objet d'une exploitation agricole déclarée à la PAC depuis 2018** et est essentiellement constituée de **remblais**, ce qui lui octroie le **caractère de parcelle impropre à l'agriculture** compte tenu de son utilisation passée (ancienne décharge). Eu égard à l'état actuel du site envisagé, le lieu-dit « Enchaume » s'est ainsi présenté comme le choix le plus raisonné.

Par ailleurs, le projet ne prévoit d'intégrer des éléments visant à réintroduire une activité agricole sur le site : **il n'entre pas dans la catégorie des installations agrivoltaïques** inscrites aux articles L.111-27 et suivant du Code de l'urbanisme.

La modification du zonage de la parcelle en zone naturelle s'inscrit dans l'objectif 10 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT du PETR Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher « mieux définir les conditions de développement des énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque) et développer la biomasse et la méthanisation tout en respectant l'activité agricole, et en préservant l'intérêt touristique et paysager ». En effet, le Document d'Orientation et d'Objectifs précise dans ses dispositions que **le développement raisonné des énergies renouvelables ne devra pas consommer de terres utilisables par l'agriculture**.

Pour ces raisons, il n'est donc pas pertinent de conserver un zonage A sur le site.

Par ailleurs, selon les dispositions inscrites dans le SCoT, l'installation de panneaux photovoltaïques au sol est à privilégier sur des espaces non productifs du point de vue agricole et forestier et sans enjeux naturels ou paysagers. Par espaces sans enjeux naturels ou paysagers, le SCoT entend ici les espaces déjà artificialisés comme les parkings, les friches urbaines, les sites industriels et commerciaux, les autoroutes délaissées ou les sols dégradés ou pollués comme les anciennes carrières et anciennes décharges. Il précise que pour les projets en zone naturelle, les secteurs propices à accueillir des équipements d'énergies renouvelables doivent être identifiés dans le règlement des documents d'urbanisme locaux ou dans un schéma de développement des énergies renouvelables. Aussi, il prévoit que **l'implantation en zone N « stricte » est interdite**.

Par conséquent, pour permettre la réalisation du projet en accord avec les dispositions du SCoT, il s'agira de passer en zone naturelle et de **créer un sous-secteur « Npv » favorable à l'implantation de projet d'énergies renouvelables**.

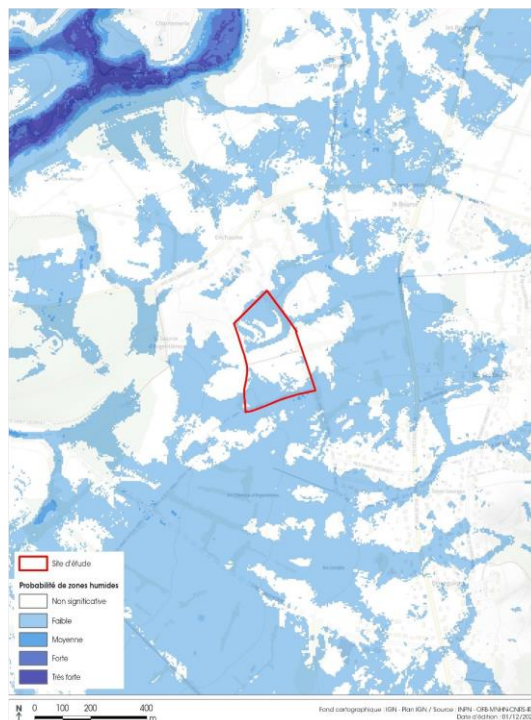
> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'a pas pour effet d'entraîner la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers. La zone concernée par le projet est composée de parcelles impropres à l'agriculture.**

❖ La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

La Commune de Vaux est comprise dans le périmètre du SDAGE Loire-Bretagne. Ce dernier, dans son étude de pré-localisation des zones humides, identifie les zones humides potentielles sur son territoire.

La cartographie nationale des milieux humides, publiée en 2023, permet d'identifier des enveloppes de milieux humides probables et de zones humides probables, en les classant selon un gradient de probabilité réparti en cinq catégories : Non significative, faible, moyenne, forte et très forte.

Selon cette cartographie nationale, l'aire d'étude immédiate du projet présente de faibles sensibilités vis-à-vis de la présence de zones humides. Compte tenu du contexte géologique, de la position haute qu'occupe le site dans le paysage et l'éloignement au réseau hydrographique, les enveloppes de probabilité de présence de zones humides sont faibles, voire non significatives.



Sur la base de ces informations, un diagnostic zones humides a été réalisé sur le secteur de projet en octobre 2023. Ces inventaires ont été réalisés sur la base des habitats et des espèces végétales présents sur le site (critère botanique), et des caractéristiques des sols en place (critère pédologique).

Sur le critère botanique, les investigations ont permis de mettre en évidence la présence de deux habitats caractéristiques des zones humides : les jonchaies et la saulaie accompagnant la mare située au Nord-Est du site. Cette dernière est le seul élément pouvant être caractérisé d'habitat humide au regard du critère « espèces », dans la mesure où ses berges et les surfaces exondées en fin de période estivale abritent une végétation hygrophile caractéristique de zones humides.

L'analyse des habitats et des relevés floristiques réalisés conduit ainsi à définir deux enveloppes de zones humides botaniques au sein de l'emprise du projet. Ces deux enveloppes représentent une surface cumulée de 1 153 m² et sont délimitées sur la carte ci-contre :



Délimitation des zones humides botaniques

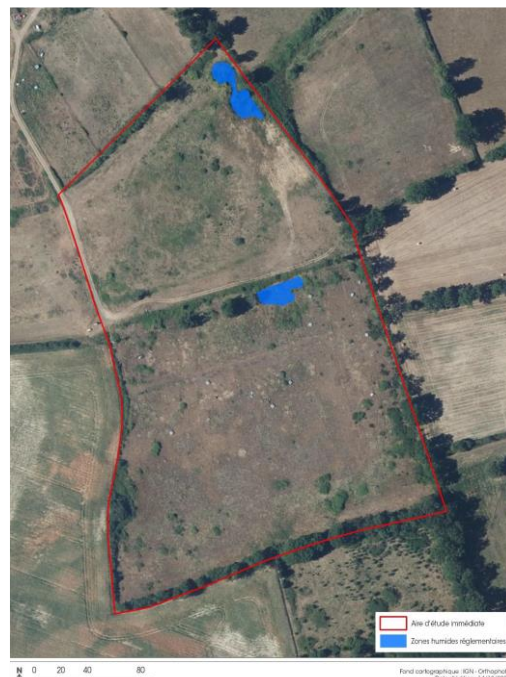
Concernant le critère pédologique, celui-ci a été investigué à l'aide d'une tarière manuelle : 16 sondages ont ainsi été réalisés sur l'ensemble de l'emprise du projet (Cf. carte ci-dessous).

Les sondages réalisés ont mis en évidence des sols ne présentant aucune trace d'hydromorphie dans la partie superficielle du sol. Seul un sondage (S2) a mis en exergue deux horizons avec des traces d'hydromorphie marquée, sans pour autant être caractéristiques des sols de zone humide. En conséquence, **les investigations pédologiques n'ont pas identifié de sols caractéristiques de zones humides sur l'emprise du projet.**

L'analyse croisée des investigations botaniques et pédologiques réalisées permettent de conclure à la présence de deux zones humides au sein de l'emprise du projet, une en partie Nord-Ouest et une en partie centrale, représentant une surface cumulée totale de 1 153 m².



Localisation des sondages pédologiques réalisés



Délimitation des zones humides réglementaires identifiées sur le site

La présence de zones humides au sein du périmètre de projet, couplée aux enjeux relevés en termes de milieux naturels et d'habitats, a conduit le maître d'ouvrage à adapter son projet : le plan d'implantation du projet figure ainsi une démarche d'évitement des impacts sur l'environnement. Ces adaptations ont consisté à réduire la zone utile du projet, de 6,44 hectares initialement à 5,98 hectares, soit une réduction de 7% de la zone disponible dédiée à l'implantation du parc photovoltaïque

> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'a pas d'incidences sur une zone humide, dans la mesure où le projet d'installation photovoltaïque qu'elle entend autoriser a été adapté afin d'éviter les impacts sur les zones identifiées.**

❖ La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Le projet de parc photovoltaïque ne nécessite pas, pour son fonctionnement, l'utilisation du réseau d'eau potable.

> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'entraîne pas d'incidences sur l'eau potable.**

❖ La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

Le projet parc photovoltaïque n'engendre pas pour son fonctionnement, une gestion particulière des eaux pluviales. L'implantation des panneaux sur le site n'engendrera pas d'obstacle à l'écoulement naturel des eaux pluviales sur le site.

Néanmoins, le projet prévoit l'aménagement de fossés destinés au drainage et à la canalisation de l'eau de la voirie destinée à la maintenance du site. Les fossés seront aménagés sur un côté de la voie.

> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'entraîne pas d'incidence sur la gestion des eaux pluviales.**

❖ La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

Le fonctionnement du projet de parc photovoltaïque n'engendre pas d'effluents.

> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'entraîne pas d'incidences sur l'assainissement des eaux usées.**

❖ La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

L'implantation du parc photovoltaïque a des incidences sur le paysage dans la mesure où il consiste en l'installation de panneaux sur un site aujourd'hui dépourvu de toute occupation ou installation particulière. Cette installation s'insère dans la topographie naturelle du secteur.

Les principaux éléments visibles dans le paysage seront les modules photovoltaïques (panneaux) qui seront montés sur une structure fixe, déterminant leur orientation et leur inclinaison. 260 structures fixes seront ainsi installées, chacune accueillant 48 modules et 2 boîtes de jonction.

Caractéristiques principales de la structure de montage fixe :

| Caractéristiques de la structure fixe | |
|---|--------------------|
| Type de structure | 2V |
| Type de poteaux | Mono pole |
| Garde au sol minimale | 0.5 m |
| Conçu pour | MONOFACIAL modules |
| Distance entre les modules dans la direction de l'axe | 20.0 mm |
| Ecart entre les modules dans le sens du pas | 0.0 mm |

Boîtes de jonction :

Les boîtes de jonction recueillent l'énergie générée par les panneaux en connectant les strings en parallèle à l'onduleur. Elles assurent également la protection électrique du champ photovoltaïque. Deux boîtes de jonction sont installées par structure fixe. Elles seront complétées par des déchargeurs DC de surtension et un commutateur DC situé dans la ligne de sortie.

Les boîtes de jonction sont installées à l'ombre et doivent être facilement accessibles pour faciliter les travaux de maintenance. En règle générale, elles sont placées derrière les modules photovoltaïques et, si possible, en utilisant les poteaux de la structure existante, de manière à rester ombragées et à éviter les dommages causés par les eaux pluviales ou d'autres phénomènes météorologiques.

Locaux prévus :

Un poste de transformation sera installé : il permettra de loger deux onduleurs, d'une puissance DC respective de 2631 kW et 2601 kW, et un transformateur.

Le poste de transformation (ou centrale électrique) prendra la forme d'un bâtiment intérieur ou d'un conteneur.

Par ailleurs, un local technique destiné à la maintenance, sera également installé.

Ces éléments seront disposés en entrée Nord-Ouest du site.



Exemple d'une centrale électrique Intérieur

Aménagements extérieurs :

Une route destinée à l'entretien et à la maintenance sera aménagée en périphérie de l'installation photovoltaïque, soit un linéaire de 406,18 mètres. La voie présentera une largeur de 4 mètres et sera accompagnée sur un côté par un fossé de drainage destiné à la gestion des eaux provenant de la voirie.

Un périmètre total de 1005,10 mètres de grillage sera édifié autour des installations. La clôture présentera une hauteur d'au moins 2 mètres de hauteur et une largeur de 3 mètres entre les poteaux. Tous les 50 mètres, un poteau d'éclairage de 4 mètres de hauteur est prévu et un système de barrière micro-ondes sera installé (système de détection sans contact).

De même, tous les 100 mètres, un poteau de caméra vidéo de 6 mètres de hauteur sera installé.

Enfin, des tranchées techniques seront réalisées pour accueillir les câbles basse-tension reliant les boîtes de jonction au poste de transformation.

Les câbles basse et moyenne tension reliant les boîtes de jonction au poste de transformation seront enfouis dans des tranchées qui présenteront des profondeurs de pose minimale de 600 mm (basse tension) et de 700 mm (moyenne tension).

| Type de tranchée | Section transversale | Longueur | Volume |
|--------------------------|----------------------|-----------|-----------|
| Tranchée basse tension | 400.0 x 1000.0 mm | 1634.35 m | 653.74 m3 |
| Tranchée basse tension | 800.0 x 1000.0 mm | 28.32 m | 22.66 m3 |
| Tranchée moyenne tension | 800.0 x 1000.0 mm | 365.22 m | 292.18 m3 |
| Tranchée moyenne tension | 800.0 x 1500.0 mm | 6.51 m | 7.81 m3 |



Caractéristiques et coupes transversales simplifiées des tranchées

➤ **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux entraine des incidences limitées sur le paysage. Il n'entraine pas, par ailleurs, d'incidences sur le patrimoine bâti.**

- Aucun site BASIAS n'est recensé au droit de la zone. Les sites les plus proches se localisent dans la partie Est du bourg de VAUX. Un autre site est situé sur la commune voisine d'ESTIVAREILLES ;
- Aucun site BASOL n'est recensé au droit de la zone. Le site plus proche se localise en périphérie de la Commune de VAUX, à 7 km au Nord de la commune de Montluçon.

Par ailleurs, le fonctionnement du projet de parc photovoltaïque n'est pas de nature à engendrer la production de déchets.

➤ **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux porte sur une zone concernée par un risque de pollution des sols non avéré ; il n'entraîne pas d'incidences sur les déchets.**

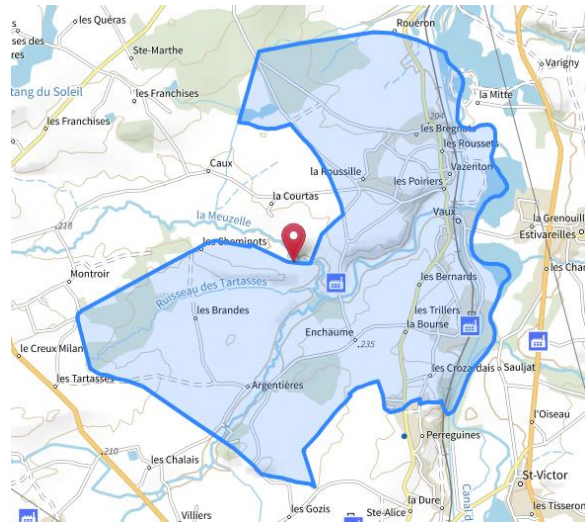
- Le risque inondation : la Commune de Vaux est concernée par un « risque existant » d'inondation et est comprise dans le périmètre d'application du PPRI adopté en juillet 2000. Le secteur objet de la mise en compatibilité du PLU n'est toutefois pas compris dans les zones délimitées au PPRI.
- Le risque de séisme : le risque de séisme est identifié comme « risque existant - faible » sur le périmètre du site d'étude.
- Le risque de retrait gonflement des argiles : le risque de retrait gonflement des argiles est identifié comme « risque existant - important » sur le site.
- Le risque radon : le risque radon est identifié comme « risque existant-important » sur le site.

Carte des risques de radon

Risques technologiques :

La Commune de Vaux est soumise à trois risques technologiques :

- Le risque de pollution des sols : la Commune de Vaux est identifiée comme ayant un « risque existant » de pollution des sols. Comme indiqué supra, la zone objet de la mise en compatibilité du PLU est concernée par un risque de pollution des sols non avéré du fait de son ancienne occupation (élevage de porc en plein air puis décharge).
- Le risque de rupture de barrage : la Commune est identifiée comme ayant un « risque existant » de rupture de barrage.
- Les installations classées : la Commune de Vaux compte deux établissements classés (Cast'al Aluminium Bourbonnais, soumise à un régime d'autorisation, et LOFI Charles, soumise à un régime d'enregistrement). Ces installations se situent à une distance importante du site et, de ce fait, n'impactent pas le site d'étude.



Localisation des sites ICPE sur le territoire de VAUX (03)

Par ailleurs, le site du projet n'est concerné par aucune mesure de protection définie en vue de réduire des nuisances. Notamment, il n'est pas situé à proximité d'infrastructures de transport terrestres soumises à un classement sonore.

> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'est pas de nature à aggraver les risques identifiés sur la zone concernée. Le projet devra néanmoins tenir compte de ces risques dans sa conception et dans sa mise en œuvre. Le projet de mise en compatibilité du PLU n'a, par conséquent, pas d'incidences sur les risques et nuisances.**

❖ La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

La région Auvergne-Rhône-Alpes dispose d'un SRCEA dont les objectifs sont les suivants :

- Atténuation des effets du changement climatique ;
- Prévention et réduction de la pollution atmosphérique afin d'atteindre les objectifs de qualité de l'air ;
- Valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique.

La Communauté de Communes du Val de Cher, dont fait partie la Commune de Vaux, dispose d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) dont les objectifs sont les suivants :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre,
- Promouvoir les énergies renouvelables,
- Améliorer la qualité de l'air,
- Favoriser l'adaptation au changement climatique.

Le projet objet de la mise en compatibilité du PLU de Vaux consiste en la réalisation d'un parc photovoltaïque sur une surface d'environ 6,44 ha. La puissance nominale de l'installation photovoltaïque projetée est de 6930.0 kWac et la puissance de crête est de 7862.4 kWdc, soit un rapport DC/AC de 1.13.

> **Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'entraîne pas d'incidences significatives sur la thématique de l'air. Cependant, le projet de parc photovoltaïque vise à développer les énergies renouvelables par la production d'électricité solaire et, de ce fait, contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, le projet de mise en compatibilité du PLU entraîne des incidences positives sur les thématiques de l'énergie et du climat.**

3/ CONCLUSION DE L'AUTO-ÉVALUATION :

Considérant que :

- Le PLU de VAUX a été approuvé le 15 octobre 2003 et est en cours de révision.
- La mise en compatibilité du PLU de Vaux vise à permettre la réalisation du projet d'installation d'un parc photovoltaïque au lieu-dit « Enchaume ».
- La zone concernée par la mise en compatibilité du PLU est aujourd'hui classée en zone A.
- Les terrains destinés à accueillir le projet présentent néanmoins un caractère impropre à l'agriculture compte tenu de l'occupation passée du site et de ses caractéristiques actuelles : site historiquement utilisé comme élevage de porcs en plein air, puis comme décharge, et aujourd'hui constitué de remblais.
- Compte tenu du caractère impropre à l'agriculture du site sur lequel il est envisagé, le projet d'installation photovoltaïque n'entre pas dans la catégorie des installations agrivoltaïques inscrites aux articles L.111-27 et suivant du Code de l'urbanisme.
- Le projet de mise en compatibilité du PLU qui vise à reclasser une partie de la zone A au lieu-dit Enchaume, sur une superficie de 6,4 hectares, en zone Naturelle via la création d'un secteur Npv destiné à autoriser l'installation du parc photovoltaïque, est compatible avec les dispositions du SCOT du PETR Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher qui prévoit notamment que le développement raisonné des énergies renouvelables ne devra pas consommer de terres utilisables par l'agriculture et que l'implantation de telles installations en zone N « stricte » est interdite.
- Aucun enjeu majeur n'a été mis en évidence au niveau de l'aire d'étude rapprochée. Cependant, la présence de zones humides au sein du périmètre de projet et les enjeux modérés relevés en raison de la présence de haies, de friches herbacées et de fourrés, ont conduit le maître d'ouvrage à **adapter le plan d'implantation de son projet, dans une démarche d'évitement des impacts sur l'environnement**. Ces adaptations ont consisté à réduire la zone utile du projet, de 6,44 hectares initialement à 5,98 hectares, soit une **réduction de 7% de la zone disponible dédiée à l'implantation du parc photovoltaïque**.
- Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'impacte pas de milieux sensibles, d'espaces protégés ou classés en raison de leur valeur écologique ou biologique, et ne crée pas de nuisances ou risque supplémentaires.
- Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'entraîne pas d'incidences significatives sur le réseau Natura 2000, ni sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire. Il ne remet pas en cause l'état de conservation des sites, ni les objectifs de conservation et de gestion.
- Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux n'entraîne pas d'incidences significatives sur la santé humaine, sur les caractéristiques patrimoniales et culturelles, et sur le paysage.
- Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux vise à permettre l'implantation d'un parc photovoltaïque, s'inscrivant ainsi dans les ambitions nationales de développement des énergies renouvelables inscrites dans la Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, qui visent à promouvoir la transition écologique et à favoriser l'utilisation d'énergies durables et renouvelables afin de doubler la production d'énergies renouvelables en France d'ici 2030 (objectif de 40%).
- Le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux est compatible avec les dispositions inscrites dans les objectifs à l'échelle du Schéma de Cohérence Territoriale du PETR Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher, qui visent à promouvoir le développement des énergies renouvelables sur le territoire. Il s'inscrit en outre dans les orientations définies à l'échelle du SRADDET adopté à l'échelle de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ainsi que celles définies dans le PCAET de la Communauté de Communes Val de Cher.

Au regard des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone concernée par le projet création d'un secteur Npv au lieu-dit Enchaume en vue de permettre l'implantation d'un projet de parc photovoltaïque, et au regard des incidences de la procédure sur l'environnement selon les critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, il est conclu à l'absence de nécessité de soumettre à la réalisation d'une évaluation environnementale le projet de mise en compatibilité du PLU de Vaux (03).